

• (Midi)

parle de 60 millions de dollars—je me pose la question: Est-ce que nous ne devrions pas plutôt commencer à donner le service aux gens qui n'en ont pas et analyser sérieusement la situation dans le Canada, pour prouver que la Société Radio-Canada n'a pas donné les services qu'elle est en mesure de donner?

Et ce pour prouver que l'amendement qui a été présenté ne peut pas être accepté, car nous avons déjà trop d'organisations de la Couronne qui sont venues remplacer l'entreprise privée, qui devrait certainement continuer à réaliser des miracles plus qu'elle ne le fait.

Cependant, je remarque aussi que l'honorable ministre, en nous présentant son projet, semble très pressé de le faire adopter.

Je lisais récemment un article de M. Guy Cormier dans le journal *La Presse*, dans lequel il disait justement que, dans la province de Québec, nous ne disposons pas de toutes les ressources. C'est entendu.

Mais le gouvernement québécois n'a pas été le dernier à saisir l'intérêt d'innovations qui vont peut-être bouleverser grandement les lois de la connaissance et modifier le jeu des relations entre les peuples. Sans exagérer, on pourrait dire que c'est Ottawa qui a mis du temps à bouger. Il a fallu des pressions très fortes, il y a 3 ans, pour amener le gouvernement fédéral à s'intéresser à ce domaine.

Quand il a décidé de s'en occuper, il l'a fait avec frénésie, bousculant l'entreprise privée, donnant souvent l'impression de vouloir à tout prix remettre le Québec à sa place.

Je crois, moi aussi, comme ce journaliste, que nous agissons un peu trop rapidement et lorsque le gouvernement au pouvoir, le parti ministériel, accepte de former une compagnie qui travaillerait en collaboration avec l'entreprise privée, c'est ce que nous souhaitons. Mais voyant ces gens de l'entreprise privée se frôler à certains ministres, je sais que les représentants socialistes ont présenté leur amendement parce qu'ils ont peur, parfois, que la caisse électorale de certain parti soit trop bien garnie pour être capable de faire régner ceux qui veulent faire des millions.

Dans cette inquiétude, c'est probablement la raison pour laquelle nous avons vu cet amendement, mais il me semble qu'avec tous les gens intelligents et un ministre honnête comme on le connaît, qui demandera sans doute au très honorable premier ministre et à ses adjoints de bannir la caisse électorale, on pourrait peut-être trouver un joint pour être capable d'accepter que l'entreprise privée aille de l'avant, tout en étant certain qu'il n'y aura pas de souscription aux caisses électORALES pour faire accepter une compagnie ou l'autre.

[M. Dumont.]

J'ai eu l'occasion d'être délégué à Paris pour étudier surtout le problème du satellite, et j'y ai vu le satellite *Symphonie* qui, en 1972, pourrait diffuser en français d'Halifax à Banff et, parce que nous avons eu le bill des deux langues officielles, parce que nous avons deux cultures au Canada, je serais d'avis que nous ayons aussi un satellite qui diffuse en anglais.

Mais c'est surtout dans le choix des compagnies qui devront donner cette diffusion qu'il faut peut-être s'interroger par rapport à l'amendement qui nous a été présenté hier par les socialistes, qui représentent au Canada le Nouveau parti démocratique.

Devant cette question que je me suis posée en entendant les discours qui ont été prononcés, surtout lorsque le ministre nous dit que la province de Québec n'en a pas les moyens—donc nous allons lui aider en ayant rapidement un satellite, grâce à une compagnie que nous allons organiser, je lui dis tout simplement que la France est prête à offrir, en tant qu'il y ait des postes de réception, la diffusion gratuite pour le Québec. De ce fait, nous ne serions pas une charge pour le gouvernement fédéral.

Mais c'est cet angle-là que le ministre devrait étudier, car je suis convaincu que, quand des gens sincères, honnêtes en politique, quand les représentants du Nouveau parti démocratique s'inquiètent, c'est encore cette inquiétude de toujours, notamment cette caisse électorale, qu'on ne veut pas bannir, qui va obliger le gouvernement à choisir, une compagnie ou l'autre qui offrira sa collaboration.

Nous savons très bien que les jeux de coulisse obligent parfois même certains ministres à ne pas agir selon leur guise, et c'est pourquoi j'invite le ministre à étudier sérieusement l'aspect du problème, surtout que nous aurons, du moins dans quelque temps, un nouveau premier ministre en France, et que nous pourrions obtenir une collaboration plus étendue afin d'être capables de pouvoir avoir une diffusion au Canada, en anglais et en français, et non pas un satellite qui viendrait tout simplement, par une compagnie qui voudrait peut-être nous l'imposer, un satellite qui ne parlerait qu'anglais et qui ne nous donnerait, pour le reste du Canada, que la traduction.

D'ailleurs, je crois que le ministre n'est pas au bout de ses tribulations, de ses difficultés, car j'avais posé à la Chambre une question demandant si le ministre ne voulait pas, lors de la rencontre qui a eu lieu dernièrement à Washington, entre 80 pays, envoyer des représentants de tous les partis, afin que nous puissions connaître les véritables problèmes et apporter ce que nous-mêmes, de ce coin-ci de la Chambre, qui croyons à l'entreprise pri-